



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 20 Mars 2011

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Maghreb

A haute voix

Tunisie, Egypte, Libye

Trois histoires actuelles

Côte d'Ivoire

Retour de la guerre civile

Ouganda

Continuité confirmée

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescachiersdelafrique.fr

MAGHREB



A haute voix

La volonté des peuples s'exprime à haute voix dans plusieurs pays d'Afrique. En Tunisie, puis en Égypte, puis en Libye, elle s'est manifestée dans les rues. Au Soudan, où l'unanimité était encore plus grande et où l'occasion lui était offerte de se prononcer par référendum, elle s'est exprimée dans les urnes. Les événements récents dans ces quatre pays illustrent l'importance des changements qui se produisent en Afrique et la diversité des formes qu'ils empruntent.

Au Soudan, après un vote massif favorable à 98% à l'indépendance du Sud Soudan, on assiste à la première mise en cause de l'intégrité des états constitués lors des indépendances africaines. C'est un événement considérable par sa dimension propre comme par sa signification extérieure.

En Tunisie, en Égypte, des manifestants sans armes mais résolus, ont provoqué le départ des chefs d'État et s'efforcent maintenant d'obtenir que les gouvernements de transition soient remplacés par des gouvernements de renouveau démocratique. En Libye, la violence de la répression puis des affrontements a déclenché, ce que l'on n'avait pas vu ailleurs, une scission des forces armées, laissant le Colonel seul ou presque avec sa garde prétorienne.

É D I T O

Les affaires étrangères et l'Afrique

Pour ce qui concerne l'Afrique, le départ de Madame Michèle Alliot-Marie a un effet objectif : il éloigne des affaires étrangères une femme d'expérience, qui dans la tradition gaulliste portait attention à l'Afrique, non seulement dans sa partie méditerranéenne mais aussi dans sa totalité.

L'arrivée d'Alain Juppé devrait cependant rassurer les Africains comme les Français. Lui aussi s'inscrit dans la tradition gaulliste et a longtemps travaillé aux côtés de Jacques Chirac dont la sensibilité africaine était aussi connue qu'appréciée.

Ancien Premier Ministre et ancien Ministre des affaires

étrangères, Alain Juppé connaît les ressorts de l'action internationale et la nécessité d'y affecter des moyens. Il a l'an dernier mis publiquement en garde contre la réduction anormale des crédits et des effectifs du ministère des affaires étrangères, « sur le point d'être cassé. »

Il aura certainement à cœur d'agir pour le redressement de la situation. Celui-ci exige à la fois un renforcement des moyens du ministère des affaires étrangères et européennes et une meilleure prise en compte des avis et propositions des diplomates pour l'affirmation d'une politique étrangère universelle et indépendante.

Le Maghreb et les pays francophones au sud du Sahara, doivent y avoir toute la place privilégiée qui leur revient, et que la France a tout intérêt à reconnaître et honorer.

Centrafrique

Le Président François Bozizé a été réélu au premier tour, le 23 Janvier. L'opposition, qui avait

Bozizé réélu

réclamé le report de l'élection, critique sans succès la régularité des opérations de vote.

TUNISIE, ÉGYPTE, LIBYE

Trois histoires actuelles

Les événements de Tunisie, d'Égypte et de Libye ont des points communs essentiels et des différences tout aussi majeures. Ils ont et auront des conséquences sur le monde arabe et sur la Méditerranée. Ils interpellent les partenaires occidentaux et le reste du monde.

Des causes analogues

L'exigence de liberté et le besoin d'une amélioration de la situation économique et sociale des peuples, et l'insuffisance ou l'absence d'adhésion aux régimes en place, sont les principales causes des manifestations. Le déclenchement en Tunisie s'est produit à la suite de l'immolation par le feu d'un marchand ambulant ruiné. Dans les deux autres pays, le succès de la protestation tunisienne a donné à penser que

l'on pouvait faire de même. La réaction des pouvoirs devant les premières grandes manifestations, entre embryon de réforme et tentative de répression, n'a fait que renforcer les mouvements populaires.

Des mouvements plus spontanés qu'organisés

Les mouvements en Tunisie puis en Égypte, ont commencé par des manifestations relativement limitées, parfois en province et dans

la capitale, et qui ont pris progressivement de l'ampleur au centre de la capitale même. Elles n'ont pas résulté d'une organisation centralisée, mais plutôt d'un grand nombre d'initiatives individuelles ou en petits groupes, finissant par converger en des mouvements massifs et déterminés à tenir le temps qu'il faudrait pour provoquer les changements de personnes et de régimes que le peuple réclamait. Aucun nouveau chef charismatique n'est apparu dans cette période.



(suite page 2)

TUNISIE, EGYPTE, LIBYE : Trois histoires actuelles (suite)

En Libye, les affrontements ont été plus violents et ont tourné aux combats armés, dans lesquels l'armée s'est scindée en forces contraires qui ont participé à la prise des diverses villes du pays, en attendant que tombe Tripoli. Là aussi aucun chef charismatique n'est apparu dans cette phase. Bien au contraire les forces tribales dans leur diversité ont repris de l'importance et du poids.

en crise. Mais il est sur que des changements sont désormais possibles. Ils peuvent concerner le problème humain et politique le plus grave aujourd'hui en Méditerranée, c'est-à-dire le problème israélo-palestinien. Sur les trois pays considérés deux, l'Égypte et la Tunisie, composaient avec Israël. Le troisième, la Libye, lui était hostile. Que va-t-il se passer sur ce sujet ?

États en paix et en sécurité, constitue en fait un préalable à tout développement profond d'un dialogue multilatéral entre tous les méditerranéens. La deuxième question est celle de la Turquie : celle-ci ne peut pas se satisfaire d'une situation, où on lui refuse d'entrer dans l'Union Européenne et où la participation à l'Union pour la Méditerranée lui apparaît comme un lot de consolation.



Des conséquences encore incertaines pour les trois pays concernés

Le Colonel Khaddafi va probablement perdre le pouvoir. Dans les circonstances actuelles, on ne peut pas savoir si une démocratie à l'occidentale s'installera en Libye, ou si un autre chef s'imposera au besoin par la force.

En Tunisie, Ben Ali et le premier cercle de ses amis sont partis. Et malgré les tentatives de récupération du pouvoir par la classe politique en place, il est possible que des changements très importants interviennent, à la fois dans le personnel politique et dans l'orientation du régime dans le domaine politique, économique et social.

C'est ce que demandent les manifestants qui retournent sur la place centrale de Tunis, mais que la police maintenant disperse. Ils viennent certes d'obtenir la démission du Premier Ministre Ghannouchi, mais ne s'en satisfont pas.

En Égypte, Moubarak est parti, mais l'armée contrôle le pays et le pouvoir. Les six mois qui viennent, pour lesquels on a annoncé élections et transfert du pouvoir aux civils, montreront le sens réel de l'histoire en cours.

Des conséquences pour la Méditerranée

Les conséquences pour la Méditerranée sont aussi incertaines que pour les trois pays

Il faut souhaiter évidemment que si des changements interviennent dans la manière de voir et de prendre les choses au Caire, à Tripoli et à Tunis, ils aident à régler enfin, et pacifiquement bien sûr, le problème israélo-palestinien.

D'une manière plus générale, ce qui se passe dans les pays arabes aura évidemment des conséquences pour la Méditerranée. Il faudra s'efforcer d'en tirer le meilleur pour la coopération et la paix.

Dans ce contexte, est-ce que l'Union Pour la Méditerranée, lancée en juillet 2008 à Paris à l'initiative du Président Nicolas Sarkozy et en panne depuis lors, va trouver dans les évolutions en cours, la possibilité

« Ce qui compte, c'est de savoir si les partenaires méditerranéens voudront et pourront développer la coopération et la paix »

d'une relance où le risque d'un enlisement aggravé ? Il est évidemment trop tôt pour répondre. Mais si intéressante soit-elle, la question de l'avenir de cette institution n'est pas centrale.

Ce qui compte, c'est de savoir si les partenaires méditerranéens au nord et au sud, à l'est et l'ouest, voudront et pourront développer, d'une manière ou d'une autre, la coopération et la paix. Tout indique qu'ils ne pourront faire un pas décisif dans ce domaine, que s'ils règlent au moins deux questions. La première est celle du conflit israélo-palestinien. La solution à ce drame, qui est plus urgente que jamais, sous la forme de deux

Des effets sur les relations avec l'Europe et les États Unis

L'Europe et les États Unis sont concernés à des titres divers. L'Europe en tant que voisine immédiate est occupée à la fois à développer les relations économiques et à renforcer les relations politiques, et est inquiète d'un possible accroissement de la pression migratoire sur ses frontières sud. Les États Unis en tant que super puissance mondiale, soutien permanent de l'Égypte en même temps que d'Israël, et vigilante sur tout ce qui touche aux pays arabes, à l'Islam, et au pétrole.

Avec la France

Les relations avec la France ne sont pas mises en question par les événements en cours. Notre pays est le premier partenaire des trois pays du Maghreb et doit le rester, comme il doit être leur premier intermédiaire dans les relations avec l'Union Européenne. Le partenariat avec l'Égypte ne peut que se renforcer. L'ouverture au monde de la Libye ira dans le même sens. Bien entendu, il faudra que la volonté « d'accompagner » que vient d'exprimer Nicolas Sarkozy, soit concrétisée par des initiatives politiques, économiques, culturelles et sociales. La récente visite de Madame Lagarde à Tunis et les annonces substantielles de coopération qu'elle y a faites s'inscrivent dans ce sens. L'envoi en cours d'une aide humanitaire à Benghazi a d'abord valeur symbolique, mais elle manifeste notre disponibilité à l'égard du peuple libyen.

S'agissant de la Libye, il y a lieu, en tout cas, d'entendre la voix des porte-paroles des groupes révolutionnaires, qui souhaitent certes une coopération mais rejettent d'avance toute ingérence et en particulier toute hypothèse d'une intervention militaire extérieure, sous quelque forme que ce soit. En tant que puissance méditerranéenne, membre de l'Union Européenne, membre de l'OTAN et membre du Conseil de Sécurité, la France est bien placée pour entendre ce message et le relayer dans la communauté internationale.

CÔTE D'IVOIRE

LE RETOUR DE LA GUERRE CIVILE

La guerre civile est de retour en Côte d'Ivoire. Les affrontements ont lieu en diverses parties du pays et jusqu'à Abidjan. Ils risquent de s'étendre.

La guerre civile qui couvait en Côte d'Ivoire depuis la contestation des élections d'octobre 2010 et la cohabitation de deux « Présidents », a fini par éclater. Elle oppose pour le moment l'armée ivoirienne restée fidèle à Laurent Gbagbo et les Forces Nouvelles - dites les « ex rebelles » - dirigées par Guillaume Soro pour le compte d'Allassane Ouattara. Les populations civiles n'y participent pas, à quelques exceptions près. Mais on peut craindre que le conflit s'étende et dégénère.

Les ex rebelles et l'armée ivoirienne

Après avoir envisagé une intervention militaire de la CEDEAO, puis avoir choisi d'engager la stratégie de l'étouffement éco-

nomique du régime de Laurent Gbagbo, Allassane Ouattara et son allié Guillaume Soro sont passés à l'action militaire avec leurs propres forces. Il s'agit des ex rebelles qui, sept ans auparavant, avaient pris le contrôle du nord du pays et qui avaient été arrêtés sur la ligne verte par les forces

« *Les habitants des zones touchées se terrent dans leurs quartiers ou tentent de s'enfuir* »

françaises d'interposition de l'opération Licorne. On sait que les ex rebelles avaient ensuite promis, lors des accords d'Ouagadougou en 2007, de rendre leurs armes et de remettre aux autorités civiles, avant l'élection présidentielle, les zones du nord et du centre qu'ils contrôlaient. On sait aussi qu'ils n'avaient tenu que très partiellement ces engagements. Toujours organisés et armés, ils n'ont donc pas eu grand mal à revenir aujourd'hui à l'action militaire.

Cette évolution embarrasse gravement Laurent Gbagbo, non seulement parce qu'elle augmente la pression sur son camp, mais



aussi parce que dans le contexte international défavorable où il se trouve, toutes les actions ou réactions des forces qui lui sont fidèles sont décrites comme illégitimes.

Les souffrances des populations

Les habitants des zones touchées par les combats se terrent dans leurs quartiers ou tentent de s'enfuir pour trouver des zones de tranquillité.

Cette situation ajoute aux souffrances des populations dans un pays où elles subissent déjà les conséquences de la réduction de l'activité économique et de l'emploi, ainsi que des difficultés d'approvisionnement. Telle est pour le peuple la réalité du combat des Chefs.

OUGANDA

Continuité confirmée

La réélection du Président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 25 ans, conforte la stabilité du régime, dans un pays important, qui après avoir vécu jadis de grands drames, s'efforce d'atteindre un nouveau stade de développement.

Le Président ougandais Yoweri Museveni a été réélu le 18 février dès le premier tour d'une élection qui s'est déroulée dans le calme, avec 68,38% des suffrages. Son principal opposant Kissa Besigye en obtient 26%. Les autres candidats ne dépassent pas 2%. Kissa Besigye a indiqué qu'il contestait la régularité du vote, mais qu'il ne saisirait pas la justice. Les observateurs internationaux ont relevé des « lacunes sérieuses » dans l'organisation et le déroulement du vote, et le responsable de la mission de l'Union Européenne a déclaré que « le pouvoir a été exercé à

une telle échelle qu'il compromet sérieusement le caractère équitable du scrutin ». Cependant, Madame Ashton, Commissaire de l'Union Européenne chargée des affaires étrangères, a indiqué que ce scrutin marquait « la consolidation ultérieure du processus démocratique ».

« *Il dirige un pays qui occupe une place stratégique en Afrique centrale et n'a cessé d'y jouer un rôle actif* »

Une place stratégique en Afrique centrale

Yoweri Museveni, 66 ans, arrivé au pouvoir en 1986, se trouve ainsi être le plus ancien Chef d'Etat en Afrique. Il dirige un pays qui occupe une place stratégique en Afrique Centrale et n'a cessé d'y jouer un rôle actif, notamment dans le voisinage de

la République Démocratique du Congo, avec laquelle il partage à l'Ouest une longue frontière commune, mais aussi avec ses autres voisins des grands lacs : le Soudan au Nord, le Rwanda à l'Est, le Kenya et la Tanzanie au sud.

236.860 Km², une population de 34 millions d'habitants (chrétiens à 85%) augmentant de 3,5% par an en raison d'une forte fécondité, l'Ouganda connaît une croissance économique rapide de plus de 6% par an, qui lui permet d'espérer une entrée prochaine dans la catégorie des pays émergents. Le pays a d'autant plus besoin de stabilité



Yoweri Museveni

qu'il a vécu des tragédies sanglantes sous Imin Dada puis sous la deuxième époque de Milton Obote, et que la guerre qui suivit la chute d'Obote et l'arrivée de Museveni au pouvoir en 1986, fit un million de morts et 2 millions de déplacés. Les principaux secteurs d'activité sont les services (51%), l'industrie (24,7%) et l'agriculture (24,3%).

Les relations avec la France sont relativement limitées. Les exportations françaises vers l'Ouganda s'élèvent à 42 millions d'euros, les importations en provenance de l'Ouganda à 63 millions d'euros. 250 français vivent en Ouganda. 130 ougandais sont titulaires de titres de séjour en France.

Le Maghreb à l'épreuve des migrations subsahariennes

Sous la direction de Ali Bensaâd, Karthala, 2009

L'identité migratoire du Maghreb se modifie et se complexifie. A sa fonction d'espace de migrations vers l'Europe s'ajoute celle d'espace d'immigration en provenance des pays subsahariens. Interroger cette nouvelle réalité et ses significations mais aussi le terme lui-même d'immigration dans le contexte inhabituel qui est celui du Maghreb, tel est l'objectif de cet ouvrage.

Géopolitique identitaire en RDC

Cas de l'identité Kasaïenne

Philémon Muamba mumbunda

Préface de Mwayila Tshyembe, Karthala, 2011

L'identité kasaïenne est sujette à caution : tantôt elle est forte, lorsqu'elle sert de bouclier aux menaces externes ; tantôt elle est poreuse, face à la rivalité d'intérêts de divers peuples la sous-tendant.

Toutefois, l'usurpation ou l'instrumentalisation des identités ethniques, surethniques et territoriales prospère en RDC

à cause de l'absence de l'État de droit démocratique.

Culture politique au Maroc

Rahma Bourquia, L'harmattan, 2011

Le processus de démocratisation au Maroc est porteur de tensions ; mais il ouvre, par ailleurs, la voie à l'émergence et à la construction de valeurs fondatrices des sociétés modernes. L'objet de cet ouvrage est d'analyser la construction de la démocratisation à travers les mutations créées par le conflit des valeurs au niveau de la sphère politique.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Maghreb****• Égypte**

Le Président Moubarak et sa famille proche, actuellement à Charm el-Cheikh, sont interdits de quitter le pays et leurs avoirs ont été gelés, à la demande de la justice égyptienne ;

• Libye

Sourd aux pressions internationales, Mouammar Kadhafi est encerclé à Tripoli par les forces de l'opposition qui contrôlent le reste du pays.

Afrique subsaharienne**• RDC**

Selon l'ONU, une tentative de coup d'état a eu lieu à Kinshasa le 27 février contre le Président congolais Joseph Kabila. L'opération, menée par une centaine d'hommes, a échoué ;

• Tchad

La commission électorale nationale indépendante (Ceni) a annoncé la victoire aux législatives du 13 février du parti présidentiel d'Idriss Deby Itno avec 133 sièges sur 188. L'opposition a qualifié le scrutin de « mascarade électorale » ;

• Gabon

21 février : Le Président Ali Bongo de passage à Paris s'est entretenu avec le Président Nicolas Sarkozy. Il a poursuivi son voyage à destination de New York, où il devait rencontrer le chef de l'état équato-guinéen, en présence du Secrétaire Général des Nations unies, afin de préparer un arbitrage concernant la souveraineté sur l'îlot de Banié, que les deux pays revendiquent ;

• Soudan

Alors que le Sud-Soudan va faire sécession officiellement en juillet, des affrontements ont eu lieu dans la zone pétrolière disputée d'Abyei.

FESPACO
PROMOUVOIR ET VALORISER LE CINEMA AFRICAIN
Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou
26 février - 5 mars 2011
Thème :
Cinéma africain et marchés
HABI GERIMA
Allons pour la XXII^{ème} édition!

CORRESPONDANCE: Entre les lignes - Contact: sp@fespaco.bf
Copyright: FESPACO - Téléphones : (226) 50 20 83 70/71 - Fax : (226) 50 20 83 75
Adresse Postale : FESPACO - 01 BP 25 05 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO

Cette 22^{ème} édition du Fespaco, événement majeur du cinéma africain, présente plus d'une centaine de films sélectionnés et enregistre près de 13000 badges, témoignant ainsi du succès international des rencontres des professionnels du 7^{ème} art africain, malgré une enveloppe budgétaire en nette diminution.

Victime de sa notoriété, le Fespaco rencontre un vif succès auprès du public et remplit les salles à chaque festival mais l'organisation, qui compte une quarantaine de salariés, peine de plus en plus à se financer.

CF*Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.